



Le défi énergétique:

Accès et sécurité pour l'Afrique et l'Europe



Partenariat Afrique-UE
pour l'énergie

LES CO-PRÉSIDENTS ET LES PARTENAIRES



Commission de l'Union africaine



Commission européenne

 **Coopération Autrichienne**
pour le Développement



 **Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement**



**Ministère des Énergies renouvelables et
des Services publics,
République de Maurice**

PRÉFACE: RELEVER LE DÉFI ÉNERGÉTIQUE

Le défi énergétique sera la question centrale du 21^e siècle. Comment pouvons-nous répondre aux besoins de ceux pour qui, faute d'électricité, l'avenir semble morne ? D'où viendra l'énergie nécessaire pour assurer le développement économique et améliorer le niveau de vie ? Pouvons-nous éviter les guerres de l'énergie ? L'utilisation que nous faisons de l'énergie va-t-elle détériorer la planète ?

L'Afrique et l'Europe, en raison de leurs liens historiques et de leur proximité géographique, se sont engagées dans une aventure commune consistant à relever le défi énergétique, main dans la main. C'est ainsi que les chefs d'États et de gouvernements africains et européens se sont engagés, en décembre 2007, à Lisbonne, à lancer le Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE) dans le cadre des huit partenariats stratégiques constituant la Stratégie conjointe Afrique-UE. Le PAEE est un cadre à long terme de dialogue politique structuré et de coopération entre l'Afrique et l'Union européenne sur les questions énergétiques présentant une importance stratégique et reflétant les besoins africains et européens. Dans le cadre de ce partenariat, l'Afrique et l'Europe collaboreront pour élaborer un projet commun, trouver des réponses stratégiques communes, stimuler l'exécution d'actions spécifiques visant à élargir l'accès à l'énergie, assurer une plus grande sécurité énergétique et optimiser la contribution des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Le PAEE va renforcer le dialogue actuel entre l'Afrique et l'Union européenne sur l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique au niveau local, national, régional, continental et mondial. Il vise à mobiliser des ressources financières, techniques et humaines accrues pour soutenir le développement énergétique de l'Afrique, et à accroître les investissements européens et africains dans l'infrastructure et les interconnexions énergétiques en Afrique d'une part, et entre l'Afrique et l'Union européenne d'autre part.

Unissons nos efforts pour faire de ce partenariat un cadre efficace nous permettant de nous attaquer à ces questions, de relever des défis communs et de garantir des énergies sûres et la sécurité énergétique aux citoyens africains et européens.



Dr. Elham M.A. Ibrahim

*Commissaire à l'Infrastructure et à l'Énergie,
Commission de l'Union africaine*



Andris Piebalgs

*Commissaire au Développement,
Commission européenne*

LE PARTENARIAT AFRIQUE-UE POUR L'ÉNERGIE

Le Partenariat Afrique-UE pour l'Énergie (PAEE) est un cadre à long terme destiné à favoriser un dialogue et une coopération politiques structurés entre l'Afrique et l'UE sur des problèmes énergétiques stratégiques reflétant leurs besoins respectifs. Dans le cadre de ce Partenariat, l'Afrique et l'Europe travaillent main dans la main à l'élaboration d'une vision commune et de réponses politiques adaptées, mais aussi à la mise au point de mesures spécifiques destinées à répondre aux défis énergétiques du XXIe siècle.

L'objectif global du PAEE consiste à améliorer l'accès à des services énergétiques fiables, sûrs, abordables, rentables, durables et respectueux du climat sur les deux continents en mettant tout particulièrement l'accent sur la réalisation des OMD en Afrique.

Pour atteindre son objectif global, le PAEE concentrera ses efforts sur des objectifs spécifiques concrets, réalistes et visibles devant être atteints d'ici 2020, comme cela a été convenu lors de la première Conférence de haut niveau du PAEE qui s'est tenue à Vienne les 14 et 15 septembre 2010. Des initiatives spécifiques mettront l'accent sur les cinq domaines prioritaires ci-dessous :

- accès à l'énergie,
- sécurité énergétique,
- énergies renouvelables et efficacité énergétique,
- renforcement des capacités institutionnelles et
- développement des investissements.

Les initiatives du PAEE contribuent à la réalisation des objectifs et stratégies énergétiques existants au niveau national, régional et continental en Afrique et tiennent compte des normes sociales et environnementales requises.



© AEEP

Première Conférence ministérielle de haut niveau du PAEE, septembre 2010, Vienne

Structure de gouvernance

Des leaders africains et européens se rencontrent lors de réunions au sommet entre l'Union européenne et l'Afrique afin de définir le calendrier de leurs relations. Le Sommet tenu à Lisbonne en décembre 2007 a adopté la Stratégie conjointe Afrique-UE comprenant huit partenariats stratégiques dont le PAEE.

Des groupes conjoints d'experts et des équipes de mise en œuvre africaines et européennes ont été établis afin de mettre en œuvre les partenariats. Ces équipes désignent des coprésidents. Le PAEE s'est jusqu'ici réuni à Bruxelles, Le Caire, Vienne, Addis-Abeba et à l'île Maurice.

Les coprésidents du PAEE sont l'Allemagne et l'Autriche, du côté européen, ainsi que la Commission de l'Union africaine et la République de Maurice, du côté africain.

Pour mieux identifier les besoins, le PAEE a dressé un inventaire des programmes énergétiques. Ce document fait une synthèse des besoins énergétiques et présente les priorités des actions futures.

NOS BESOINS ÉNERGÉTIQUES: SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE, ACCÈS À L'ÉNERGIE

Sécurité énergétique

Tous les pays sont confrontés au problème consistant à garantir des services énergétiques sûrs et fiables dans les décennies à venir. Ces dernières années, presque tous les pays africains et européens ont connu des interruptions d'une forme ou d'une autre de leur approvisionnement en énergie. Beaucoup d'entre eux dépendent fortement des importations d'énergie, notamment en ce qui concerne les combustibles utilisés dans les transports.

La tension sur les marchés du pétrole et du gaz, l'évolution des régimes pluviaux, la croissance de la demande, ainsi que des problèmes techniques, administratifs et financiers internes, ont entraîné une crise de la disponibilité des combustibles ou de l'électricité. La nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre est une contrainte croissante pour le développement du secteur énergétique.

La diversification des approvisionnements en énergie grâce au recours croissant aux sources d'énergies locales (souvent renouvelables) est le principal moyen d'améliorer la sécurité énergétique. Le partage des solutions technologiques et des ressources entre l'Afrique et l'Europe peut jouer un rôle majeur dans ce domaine.



Figure 1 – Indicateur de dépendance aux importations de combustibles fossiles.

Accès aux services énergétiques

De nombreux pays d'Afrique s'efforcent d'étendre l'accès aux services énergétiques modernes, notamment aux combustibles de cuisson sûrs et durables, à l'ensemble de leur population.

En effet, l'insuffisance de l'infrastructure énergétique et le manque d'accès (à l'électricité, à la force motrice, aux combustibles utilisés dans les transports ou à l'amélioration des systèmes de cuisson) constituent des obstacles majeurs à la réalisation des objectifs de développement durable exprimés dans les plans nationaux ainsi que dans les Objectifs du millénaire pour le développement.

Dans de nombreux pays africains, moins de 10 % de la population rurale a accès à l'électricité. La majorité des ménages africains utilise encore les méthodes traditionnelles consistant à brûler du bois ou du charbon pour cuire les aliments et leurs membres ont souvent des problèmes de santé dus à la pollution de l'air intérieur. En Afrique rurale, la plupart des écoles et des cliniques ne disposent pas de services énergétiques modernes. Dans les zones rurales, les activités de production sont gravement handicapées par le manque de services énergétiques.

Les pays africains et les Communautés économiques régionales (CER) se sont fixé des objectifs ambitieux relativement à l'accès aux énergies modernes. Pour atteindre ces objectifs, il faudra bénéficier de l'apport de ressources privées et publiques et utiliser des modèles innovants pour faire en sorte que la prestation de services énergétiques dans les régions pauvres et peu peuplées soit économiquement viable.

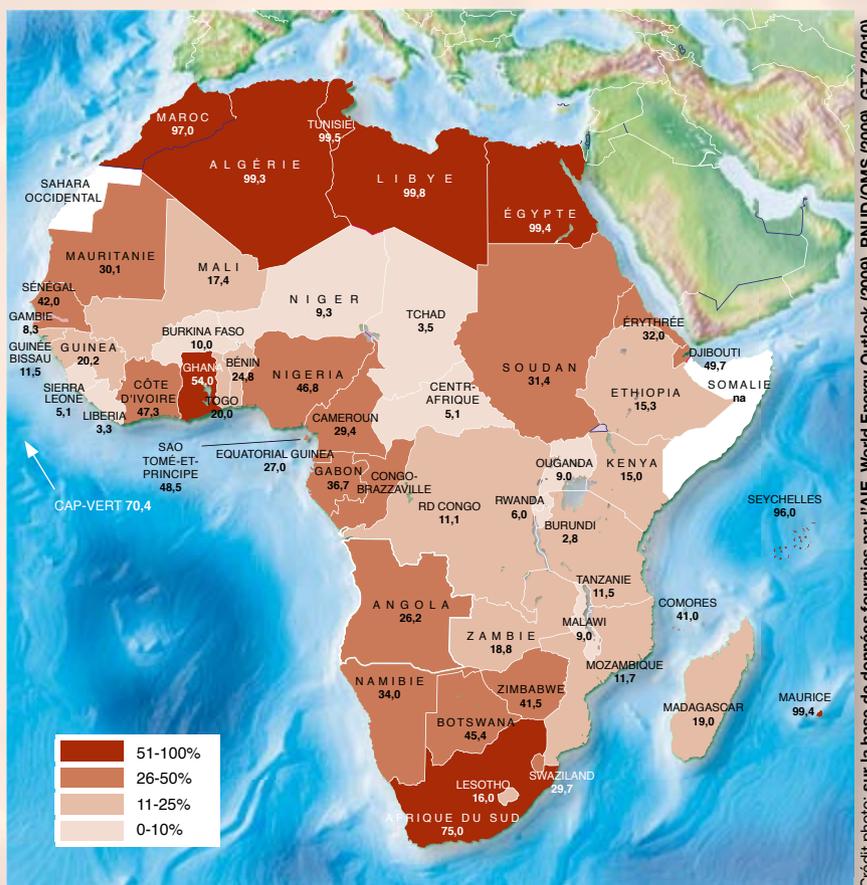


Figure 2: Accès à l'électricité en Afrique (pour cent)



© GTZ/Ulrich Laumanns



© laif



© GTZ/ Michael Tsegaye

L'ingéniosité humaine permet de transformer les sources d'énergie (force hydraulique, combustibles, énergie solaire, etc.) en **services énergétiques**, par exemple:

- **la cuisson** est vitale pour la vie humaine dans la mesure où la plupart des aliments ne peuvent être consommés crus ;
- **la réfrigération** facilite le stockage des aliments et est indispensable à la conservation des vaccins ;
- **le transport** est l'élément vital du commerce ;
- **la force mécanique** est utilisée pour scier le bois, broyer les aliments, pomper l'eau ou façonner le métal ;
- les services de **communication et d'information** basés sur l'utilisation de téléphones et d'ordinateurs ont une importance croissante dans la vie moderne.



© laif



© laif



© laif

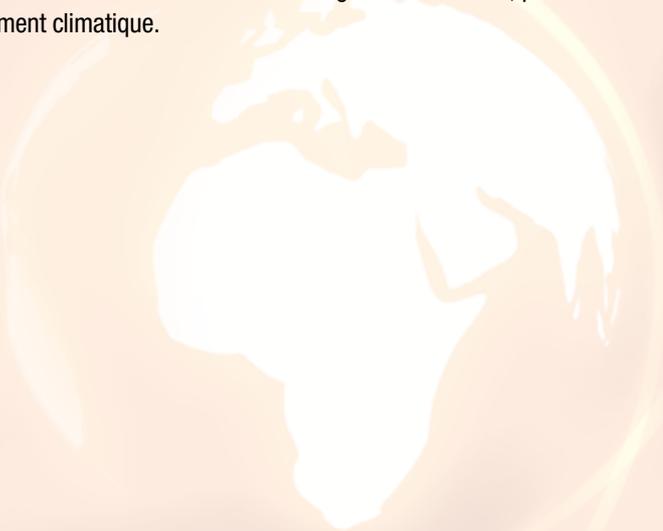
Tableau 1: Services énergétiques ayant une utilisation productive

L'amélioration de l'accès à l'énergie nécessitera des solutions centralisées et décentralisées, la mise en pratique d'exemples de réussites connus et l'élaboration de nouveaux modèles techniques et institutionnels novateurs pour la fourniture des services énergétiques, l'utilisation efficace et raisonnée des combustibles fossiles, ainsi que l'expansion rapide des sources d'énergies renouvelables.

Énergies durables

Assurer la sécurité énergétique et l'accès à l'énergie est un formidable défi à relever. C'est aussi une chance exceptionnelle: un secteur énergétique efficace et non polluant est une condition essentielle au développement durable, en Afrique comme en Europe.

-  **Progrès économique.** La disponibilité d'une énergie abordable et fiable contribuera à assurer un développement économique continu, en Europe et en Afrique. La mise en place et l'exploitation de nouveaux systèmes énergétiques (à partir de sources d'énergies locales et renouvelables) créeront des emplois. La prestation de services énergétiques à tous créera de nouveaux débouchés commerciaux pour les entrepreneurs africains.
-  **Progrès social.** L'amélioration des services sociaux essentiels passera obligatoirement par l'amélioration de l'accès à des services énergétiques modernes: matériel d'éclairage et de réfrigération dans les centres médicaux ; ordinateurs dans les écoles ; pompes pour l'approvisionnement en eau ; service téléphonique pour les entreprises. L'amélioration de la communication favorisera l'intégration politique. Par ailleurs, la sécurité offerte par les nouveaux appareils de cuisson évitera des milliers de morts inutiles.
-  **Protection de l'environnement.** Les systèmes d'énergie durable, notamment ceux qui sont basés sur les énergies renouvelables, contribueront à lutter contre les problèmes environnementaux dus à l'utilisation de l'énergie: déboisement ; pollution de l'eau, de l'atmosphère et de l'intérieur des habitations ; changement climatique.



ÉLÉMENTS DE NOTRE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE: CE QUE NOUS ALLONS FAIRE

Alors que les besoins énergétiques non satisfaits sont considérables, les ressources énergétiques disponibles sont plus que suffisantes et notre volonté commune de surmonter les difficultés est encore plus grande.

Lors de la première conférence de haut niveau du partenariat, le 14 Septembre 2010 à Vienne, Autriche plus de 300 représentants de haut niveau de celle-ci plus de 20 ministres africains et européens, des secrétaires d'état et des commissaires ont approuvé les objectifs politiques à atteindre d'ici 2020 dans les domaines suivants:

Accès à l'énergie:

Pour contribuer à la réalisation de l'objectif africain qui est d'assurer, à l'échelle du continent, un taux d'accès aux énergies modernes et durables d'environ 50 %, ce qui concerne 250 millions de personnes supplémentaires, l'Afrique et l'Union européenne vont agir de concert pour:

- **assurer l'accès à des services énergétiques modernes et durables à au moins 100 millions d'Africains supplémentaires** en mettant l'accent sur des modèles durables: assurer l'approvisionnement des services de base (santé, éducation, eau, communication) en énergie ; alimenter en énergie les activités de production ; et assurer aux ménages des services énergétiques sûrs et durables.

Sécurité énergétique:

L'Afrique et l'Union européenne vont prendre des mesures conjointes pour améliorer la sécurité énergétique en:

- **doublant la capacité des interconnexions électriques transfrontalières**, au sein de l'Afrique et entre l'Afrique et l'Europe, ce qui accroîtra le commerce de l'électricité tout en assurant des niveaux appropriés de capacité de production ;
- **doublant l'utilisation du gaz naturel en Afrique et en doublant les exportations de gaz africain vers l'Europe**, grâce à la mise en place d'une infrastructure de gaz naturel, notamment pour mettre le gaz torché sur le marché.

Énergies renouvelables et efficacité énergétique:

L'Afrique et l'Union européenne prendront des mesures conjointes pour améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables en Afrique en:

- construisant de **nouvelles installations hydroélectriques d'une capacité totale de 10 000 MW**, en tenant compte des normes sociales et environnementales;

- construisant **un parc éolien d'une capacité minimale d'au moins 5 000 MW** ;
- construisant des **installations d'énergie solaire de toutes formes et d'une capacité de 500 MW** ;
- **triplant la capacité de production des autres installations d'énergies renouvelables** comme la géothermie et la biomasse moderne ; et en
- **améliorant l'efficacité énergétique dans tous les secteurs africains**, à commencer par le secteur de l'électricité, pour contribuer à atteindre les objectifs continentaux, régionaux et sectoriels de l'Afrique.

Pour atteindre ces objectifs, l'Europe compte peser de tout son poids et de toute son expérience sur le développement du secteur énergétique de l'Afrique. Les mesures prises par l'Europe dans le cadre du PAEE compléteront les propres efforts de l'Afrique ainsi que le soutien assuré par les autres partenaires au développement de l'Afrique. Des mesures conjointes appropriées seront prises dans les domaines suivants:

Politique et planification

L'infrastructure de production et d'exploitation de l'énergie (par exemple les barrages, centrales électriques, lignes électriques, raffineries, bâtiments, trains, camions, etc.) coûtent cher et leur durée de vie est importante. Les forces du marché ne tiennent pas suffisamment compte des priorités importantes pour le public en matière d'énergie: sécurité énergétique, accès à l'énergie, environnement, etc. L'infrastructure énergétique a besoin d'être soigneusement planifiée et doit encourager les investissements privés sur la base de politiques fiables.

Les leaders africains et européens ont rédigé des documents directeurs majeurs sur l'énergie. Par exemple, les leaders de la CEDEAO et les services publics d'Afrique de l'Ouest ont analysé leurs besoins actuels et futurs et ont conclu que la meilleure solution pour répondre aux besoins croissants consistait à relier entre eux les réseaux électriques d'Afrique de l'Ouest. Cette politique régionale de l'électricité a posé les bases du Système d'Echanges d'Énergie électrique ouest africain (EEEOA). Les politiques africaines et européennes doivent évoluer et s'adapter à des réalités changeantes, notamment pour attirer plus d'investissements privés.

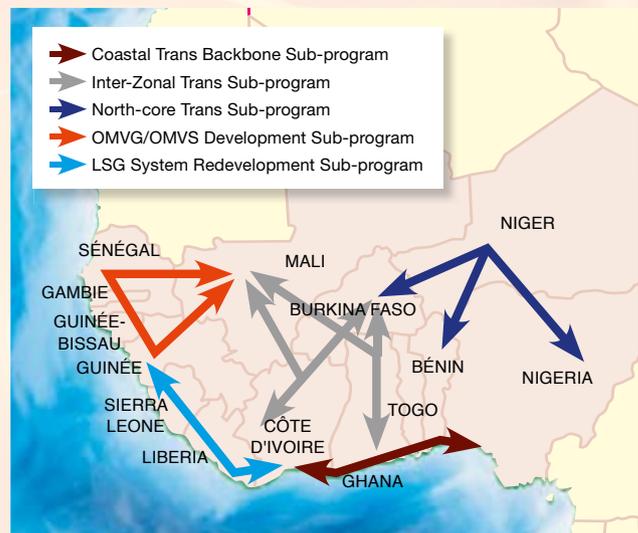


Figure 3: Feuille de route de mise en œuvre du Système d'Echanges d'Énergie électrique ouest africain (EEEOA)

Crédit: photo: adaptation de données du secrétariat du EEEOA (2007)

Investissements infrastructurels majeurs: intégration des régions, liens entre les continents

Le partage et le commerce des sources d'énergies (au moyen d'infrastructures telles que les gazoducs et les oléoducs, les lignes électriques, les installations de stockages et d'expédition) constituent le moyen le plus efficace d'améliorer la disponibilité des services énergétiques et d'assurer leur fiabilité. Pour l'Afrique et l'Europe, l'intégration régionale et intercontinentale des systèmes énergétiques est fortement prioritaire. L'intégration est souvent une étape nécessaire pour exploiter diverses sources d'énergies telles que l'énergie éolienne et l'énergie hydraulique. Les flux d'électricité, de gaz et de pétrole entre l'Afrique et l'Europe jouent déjà un rôle majeur dans la sécurité énergétique et le développement économique.



© ABB

Sous-station du Zambèze dans la région de Caprivi, Namibie.

Ainsi, en Afrique comme en Europe, l'intégration physique et économique des marchés de l'énergie progresse, grâce à la mise en place d'une infrastructure énergétique et à une meilleure convergence des cadres législatifs et réglementaires dans le secteur de l'énergie. Les conditions de base (infrastructures et mécanismes réglementaires) sont progressivement réunies pour la mise en place de systèmes d'échanges d'énergie électrique au niveau régional.

La mise en place de l'infrastructure énergétique nécessaire à la liaison intra-africaine et à la liaison entre l'Afrique et l'Europe doit s'accélérer. Par exemple, en Namibie, le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures finance la construction de l'interconnexion de Caprivi, une ligne électrique clé de 1 250 km de longueur et d'une capacité de 400 MW renforçant le pool énergétique d'Afrique australe (SAPP). Pour attirer plus d'investissements et faire en sorte que le coût de l'énergie soit abordable, il faut mettre en place des conditions d'ensemble favorables, harmoniser les normes techniques et adopter des tarifs appropriés.

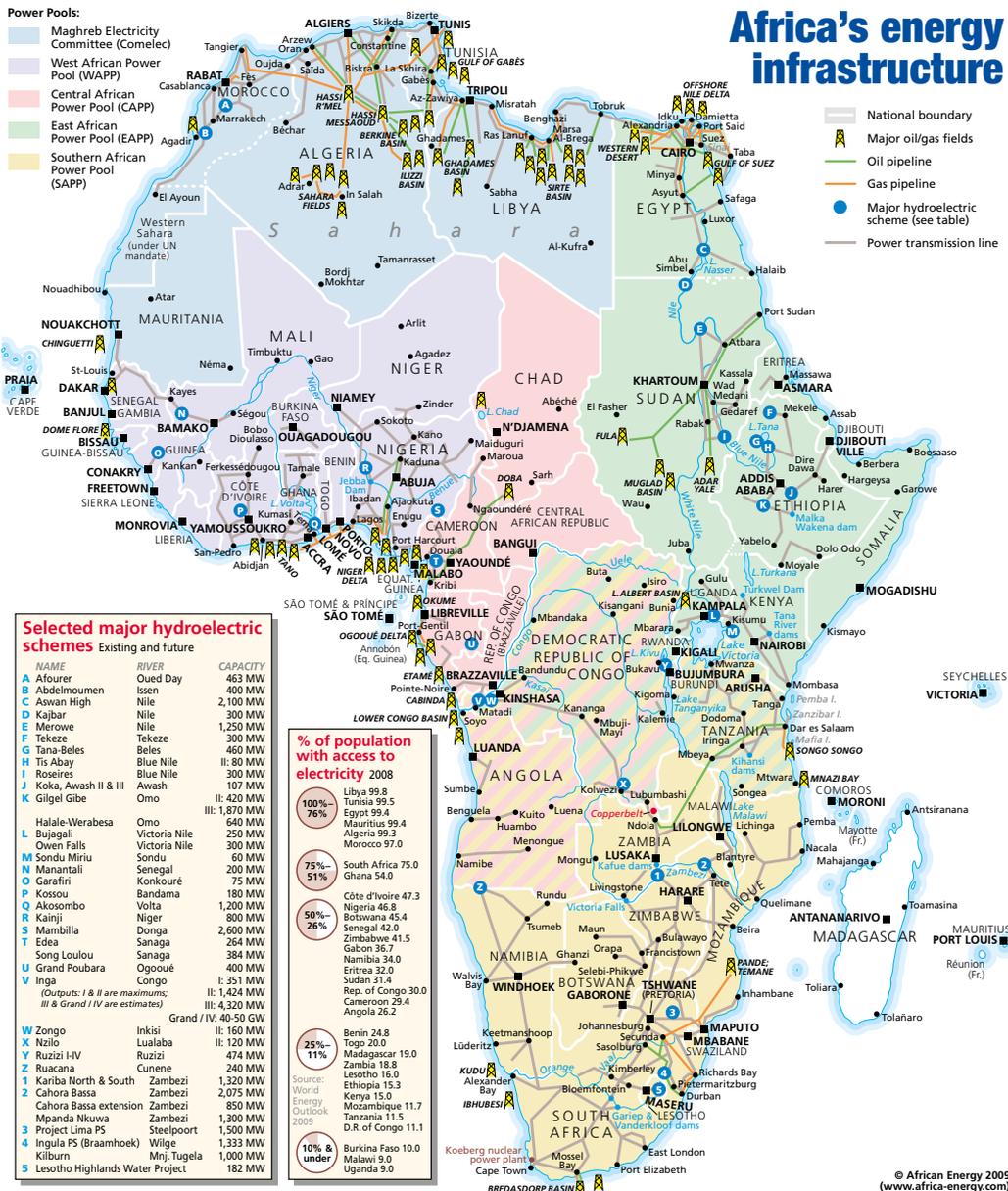


Figure 4: Carte de l'infrastructure énergétique africaine, 2009

Mobilisation pour l'accès aux services énergétiques

Les services énergétiques modernes étant indispensables au développement, de nombreux pays et régions africains se sont fixé des objectifs ambitieux d'amélioration de l'accès à l'énergie, notamment dans les zones rurales et périurbaines.

Région (Communauté économique régionale)	Cuisson des aliments	Force motrice	Électricité
Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	100 % de la population – amélioration de la cuisson: dont environ 20 % avec du GPL	60 % de la population rurale a accès à la force motrice pour des activités de production et des services de base	66 % de la population
Afrique centrale (CEMAC)	80 % de la population a accès à des combustibles ménagers améliorés (GPL ou fours de cuisson améliorés)		50 % de la population
Afrique de l'Est (CAE)	Au moins 50 % de la population de la CAE a accès à des services énergétiques modernes		
	Cuisson améliorée pour 50 %	Accès à la force mécanique aux fins de production pour toutes les communautés	100 % de la population – service individuel en zones urbaines. 100 % de la population – service au niveau du village (écoles, cliniques, hôpitaux et centres communautaires) en zones rurales.

Tableau 2: Objectifs d'accès pour 2015 pour trois stratégies régionales

Les améliorations technologiques, les mécanismes novateurs de financement et les nouvelles structures institutionnelles contribuent tous à faire en sorte que l'accès universel devienne progressivement une réalité.

L'aide publique au développement (APD) de l'Union européenne joue déjà un rôle majeur. Par exemple, la première Facilité ACP-UE pour l'Énergie a offert plus de 180 millions d'euros pour le financement de projets d'accès à l'énergie dans 36 États africains ; l'effet de levier a plus que doublé cette somme. La deuxième Facilité Énergie a assuré un nouveau financement de 200 millions d'euros au titre du 10e Fonds européen de développement (FED).

L'accès à l'énergie doit considérablement s'accélérer pour favoriser la croissance économique et améliorer le niveau de vie d'une population africaine en pleine croissance. Pour accroître les investissements consacrés à l'accès à l'énergie, l'action publique doit viser à attirer des opérateurs privés.

APD de l'UE à l'Afrique pour l'énergie

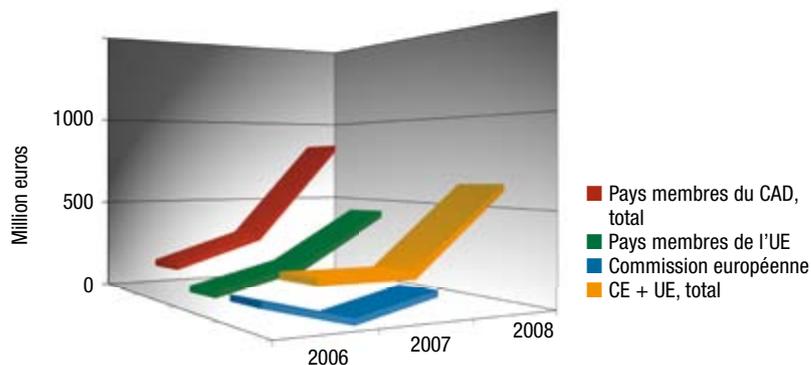


Figure 5: L'aide publique au développement (APD) de l'UE pour l'énergie en Afrique

Diversification des sources d'énergie: énergies renouvelables et efficacité énergétique

Malgré la richesse considérable de l'Afrique en sources d'énergies, pour la majorité des Africains la consommation d'énergie se limite à l'utilisation traditionnelle du bois pour cuire les aliments. Pour relever les défis de la sécurité énergétique et de l'accès à l'énergie, il faudra exploiter ces richesses, notamment les énergies renouvelables qui sont insensibles aux fluctuations des marchés de l'énergie.

Énergie hydraulique. Seuls, 7 % de l'énorme potentiel de l'Afrique en énergie hydraulique (1 750 TWh, soit plus ou moins la consommation totale de la France, l'Allemagne et l'Italie) sont actuellement utilisés. Cette source d'énergie bon marché et non polluante pourrait répondre à tous les besoins électriques de l'Afrique pendant des années tout en respectant les normes environnementales mondiales.

L'UE soutient la construction de l'installation hydroélectrique (250 MW) de Bujagali en Ouganda.



Crédit photo: KfW

L'installation hydroélectrique de Bujagali en Ouganda



Crédit photo: GTZ Kenya

La centrale géothermique d'Olkaria au Kenya

Énergie géothermique. 1 % seulement du potentiel géothermique d'Afrique est exploité, au Kenya et en Éthiopie. Cette source d'énergie non polluante et fiable pourrait faire une différence considérable, notamment en Afrique de l'Est.

Par exemple, la centrale géothermique d'Olkaria, au Kenya, fait actuellement l'objet de travaux d'agrandissement soutenus par l'UE.

Biomasse. Les nombreuses formes de biomasse peuvent répondre à divers besoins énergétiques: cuisson, électricité, combustible pour les transports. Des quantités considérables de biomasse non utilisée pourraient être converties en énergie. L'utilisation du vaste potentiel agricole de l'Afrique pour la production d'énergie doit soigneusement tenir compte de l'impact éventuel sur la production alimentaire et sur les ressources en eau.

Dans l'île Maurice, la centrale thermique mixte bagasse-charbon montre comment l'utilisation de la biomasse peut contribuer à atteindre les objectifs énergétiques, agricoles et environnementaux.



Crédit photo: Mauritius Sugar Producers' Association (MSPA)

La centrale thermique mixte bagasse-charbon de Belle Vue dans l'île Maurice



Crédit photo: GEC/Wind Power Works

Parc éolien de Zafarana, Égypte

Énergie éolienne. L'énergie éolienne devient rapidement une source d'énergie majeure dans le monde entier. Les interconnexions électriques entre l'Afrique et l'Europe permettraient de faire un meilleur usage de ressources éoliennes variables et contribueraient au développement du secteur de l'énergie éolienne en Afrique et en Europe.

Par exemple, l'Égypte a une capacité installée de 425 MW d'énergie éolienne et prévoit de passer à 850 MW d'ici à 2010 et à 3 000 MW d'ici à 2020.

Énergie solaire. Il est possible d'exploiter l'énergie du soleil au moyen de cellules photovoltaïques, d'installations de concentration de l'énergie solaire et de chauffe-eau solaires. Ces technologies deviennent rapidement rentables et pourraient être largement utilisées en Afrique où le soleil fait rarement défaut.

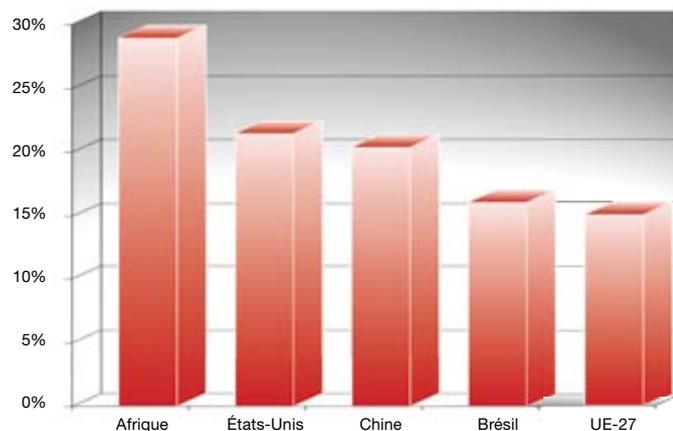


Credit photo: GTZ Ethiopie

Cellules solaires photovoltaïques en Ethiopie

Efficacité énergétique. Partout dans le monde, les gens apprennent à tirer le meilleur parti possible d'une moindre consommation d'énergie. En Afrique, les économies potentielles, dont on estime qu'elles pourraient atteindre 40 %, pourraient rapidement contribuer à atténuer les crises énergétiques. De fait, l'Afrique consomme plus d'énergie par unité de production économique que toutes les autres régions (voir figure 6). Des économies rapides sont possibles à faible coût, par exemple en utilisant des ampoules et des réfrigérateurs modernes à haut rendement.

L'intensité énergétique ratio de la consommation d'énergie à la production économique



Des valeurs élevées de l'intensité énergétique indiquent une utilisation inefficace de l'énergie

Credit photo: sur la base des données fournies par l'AIE - Annuaire des statistiques de l'énergie 2007

Figure 6: L'intensité énergétique dans toutes les régions

Pour exploiter le potentiel des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, les politiques de l'énergie et les outils stratégiques doivent viser à diversifier les approvisionnements en énergie en exploitant les sources d'énergies locales et en utilisant le plus efficacement possible l'énergie disponible.

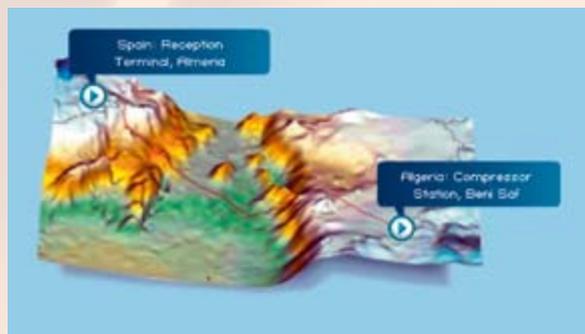
Dans le cadre du PAEE, un programme Afrique-UE de coopération en matière d'énergies renouvelables va être lancé. Compte tenu de l'intérêt commun de l'Afrique et de l'Europe pour l'utilisation accélérée des énergies renouvelables et pour la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles, ce programme mobilisera des ressources humaines, technologiques et financières pour encourager l'innovation en Afrique. Il contribuera à mettre en place un nouveau domaine important de coopération industrielle et commerciale entre l'Afrique et l'Europe.



Crédit photo: Centre for Energy Efficiency and Conservation, Kenya Association of Manufacturers

Ingénieurs de l'énergie effectuant une vérification énergétique

Réduction du torchage et de la mise à l'air libre du gaz



© Medgaz, S.A.

Le gazoduc Medgaz Algérie-Espagne

L'Afrique et l'Europe vont collaborer pour réduire considérablement le torchage du gaz en mettant en place une infrastructure permettant de commercialiser le gaz actuellement torché. Le gaz capté contribuera à répondre aux besoins énergétiques de l'Afrique et sera exporté vers l'Europe.

Le gazoduc Medgaz actuellement en cours de construction reliera l'Algérie à l'Espagne sur 210 km. Il permettra d'acheminer 8 milliards de m³ de gaz par an et est un exemple d'infrastructure qui facilitera le commerce du gaz naturel.

Le gaz naturel, le combustible fossile le moins polluant, est une ressource précieuse. Néanmoins, chaque année, environ 50 milliards de m³ de gaz naturel africain partent littéralement en fumée par manque d'infrastructure capable de capter ce gaz.



Crédit photo: sur la base de données fournies par le partenariat mondial pour la réduction du torchage de gaz - Le Groupe de la Banque mondiale (2008)

Figure 7: Les pays africains du torchage de gaz

Un environnement favorable aux investissements privés

Pour répondre aux besoins énergétiques, la solution consiste à attirer des capitaux privés dont le secteur de l'énergie a besoin pour assurer notre avenir énergétique. Les efforts du PAEE vont plus particulièrement porter sur la suppression des obstacles aux investissements privés dans le secteur de l'énergie et sur la mise en place de partenariats public-privé. L'Union européenne intensifiera ses efforts visant à faciliter la coopération entre les investisseurs européens et africains du secteur privé et s'attachera plus particulièrement à attirer des investissements européens et internationaux en Afrique. Cette dernière s'efforcera d'améliorer la rentabilité et la viabilité de ses services publics, par exemple en améliorant l'efficacité de la gestion, en appliquant des tarifs optimaux ou en attribuant des subventions mieux ciblées.

Le développement de la coopération entre le secteur privé et le secteur public est une des priorités du PAEE. Pour accroître les investissements, il est nécessaire de réduire les goulets d'étranglement institutionnels, d'élaborer et de réaliser des études de faisabilité, le cas échéant, d'améliorer les processus de passation de marchés et d'adopter une budgétisation pluriannuelle à moyen terme au lieu d'une budgétisation de projets à court terme et au coup par coup. La Banque africaine de développement, avec le soutien de la commission sur l'efficacité de la coopération au développement avec l'Afrique, met en place un mécanisme visant à renforcer le rôle des petites et moyennes entreprises et à stimuler le marché des énergies renouvelables décentralisées.



Credit photo: Helmut Viertel

Renforcer le rôle des petites et moyennes entreprises



© GTZ, EcoPSD

Développer et réaliser des études de faisabilité

Renforcement des capacités institutionnelles et techniques

Sans les capacités nécessaires, les investissements, quel qu'en soit le montant, ne suffiront pas pour relever le défi énergétique. Les capacités institutionnelles et humaines doivent progresser au rythme du développement des systèmes énergétiques.

Le renforcement des capacités des institutions nationales, régionales et continentales de l'Afrique doit essentiellement porter sur les systèmes informatiques, les bases de données, la planification, la standardisation, etc. À titre d'exemple, le Regional Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique) installé au Caire, aidera à formuler et diffuser des politiques favorisant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et constituera une plateforme d'échanges régionaux sur les questions stratégiques et technologiques.



Dialogue

Les pays africains et européens ont conscience de la nécessité d'améliorer l'efficacité du dialogue et de la coopération, notamment en ce qui concerne l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique. Le Partenariat Afrique-UE pour l'énergie va encore renforcer ces objectifs. Le dialogue sera élargi à la société civile, au secteur privé, aux organisations de recherche, ainsi qu'au système des Nations Unies et à d'autres partenaires au développement de l'Afrique.

Pour tirer le meilleur parti de l'exploitation des ressources complémentaires de l'Afrique et de l'Europe, il faut impérativement approfondir et élargir le dialogue, aussi bien au niveau politique qu'au niveau technique. À cet effet, la CUA et la CE organiseront des réunions de haut niveau où seront débattues les principales questions auxquelles nous sommes confrontés: sécurité énergétique, accès à l'énergie et financement de l'infrastructure.



© Commission européenne

Réunion de juin 2011 qui a rassemblé les collègues de la CUA et de la CE, Bruxelles



© PAEE

Première Conférence de haut niveau du PAEE, septembre 2010, Vienne



© PAEE

Ibrahim (CUA) et Oettinger (CE), septembre 2010, Vienne

Mentions légales

Troisième édition, Juin 2011

Éditeur

European Union Energy Initiative - Partnership Dialogue Facility (EUEI PDF)
au nom des équipes de mise en œuvre africaines et européennes du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE)

Rédaction

European Union Energy Initiative - Partnership Dialogue Facility (EUEI PDF), www.euei-pdf.org
GIZ AgenZ, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Allemagne

Mise en œuvre

GIZ AgenZ, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Allemagne

Conception graphique et mise en page

Druckfertig, Klepp & Partners GmbH, Autriche
www.druckfertig.at

Photos de couverture – droits, de gauche à droite:

Photo: Peter Scott, Photo: GIZ, © laif, © laif

Photos, page 3 – droits:

Photo: Dr. Elham M.A. Ibrahim – © Commission de l'Union africaine
Photo: Andris Piebalgs – © Commission européenne

